

HADJ 2015

L'heure du bilan à l'est du pays

Après la période estivale, celle de Ramadhan avec ses opérations de petit pèlerinage (Omra) puis l'été avec les excursions, les voyages organisés et les départs à destination des Lieux Saints pour le grand pèlerinage, l'heure est venue pour les agences de voyages d'établir le bilan.

Les deux tragiques événements survenus en Terre sainte avec la perte de milliers de vies humaines dont les trente-trois Algériens recensés jusqu'à ce jour, victimes de la chute de la grue ou de la bousculade et d'autres portés disparus ou décédés pour cause de défaillance physique, ont assombri le tableau.

Les nouvelles mesures prises par l'EPE Office national algérien de tourisme (Onat) en vue d'améliorer les prestations fournies ont positivement impacté sur le comportement des pèlerins encadrés par cet opérateur public du tourisme. «Durant tout leur séjour et au plus fort des deux drames vécus avec la chute de la grue et la bousculade, les conseils et les orientations de nos guides ont permis de réduire le choc auprès de nos pèlerins. De l'avis unanime des hadjis des régions de l'Est du pays pris en charge par notre entreprise, le séjour, du départ jusqu'au retour, ainsi que l'accomplissement du rituel du hadj avec l'ensemble de ses aspects



Photo : DR

ont été à la mesure des attentes de tous», a indiqué Mohamed-Cherif Djebari, directeur régional de l'Onat-Est. Il faut dire que les nouvelles mesures prises en vue d'améliorer les

prestations fournies ont atteint leurs objectifs. Le contrat préalable signé entre le hadji et l'Office a fixé les droits et les obligations de chaque partie. Ce contrat indique l'ensemble

des prestations de services que le voyageur étatique doit fournir aux clients du départ de l'aéroport de leur résidence jusqu'au retour.

Tout y est précisé en matière de catégorie d'hôtels, de nombre de lits par chambre, la restauration, la durée du séjour, les visites, les moyens de transport sur les Lieux Saints et les diverses autres prestations. Il y a également les noms des accompagnateurs et des personnes chargées de l'encadrement, tous maîtrisant parfaitement bien le culte relatif au cinquième pilier de l'islam. Si du côté du voyageur étatique, Onat, on en est à la satisfaction du devoir accompli et que chaque année apporte un plus en termes de recettes à l'entreprise, il n'en est pas de même du côté des agences de tourisme et de voyages du secteur privé. Certaines ont pratiquement fait faux bonds en ne respectant pas la teneur de leur contrat de prestations de services à fournir à leurs clients. Maîtrisant mal les nombreux aspects de prise en charge, elles sont pour beaucoup dans les problèmes de transport terrestre, visites des lieux de culte et diverses autres prestations de services auxquelles auraient dû ouvrir droit les hadjis.

A. Bouacha

BOUMERDÈS

Habib Yousfi installe le bureau de wilaya de la CGEA

Habib Yousfi, président de la Confédération générale des entreprises algériennes, (CGEA), qui revendique la doyen-
neté en matière de création d'organisations patronales, s'est déplacé, ce mardi à Boumerdès pour rencontrer les adhérents de la Confédération et installer le nouveau bureau de wilaya avec à sa tête Raouf Bouhbila.

Une soixantaine de chefs de PME, originaires de la wilaya de Boumerdès ont pris part à cette rencontre. «Vous devez imposer votre présence sur le terrain pour défendre au mieux vos droits et vos projets d'investissements. Vous devez toujours rechercher le dialogue avec les autorités locales», recommande Yousfi aux membres de cette organisation, qui comme le clame son chef défend une économie à visage humain. Par la suite, le conférencier a brossé un tableau

peu reluisant sur la situation de l'économie nationale et tire sans sommations sur les dirigeants à qui il impute le fiasco dans tous les domaines. Cette position tranchée sur les grands dossiers économiques du pays lui a certainement valu une hostilité sournoise au niveau des responsables politico-administratifs, d'où l'absence d'un représentant de l'administration de la wilaya à cette rencontre.

Les organisateurs de cette rencontre attestent que l'invitation a

été remise à qui de droit. Yousfi n'a pas manqué de la dénoncer cette absence. Pour lui, il y a un énorme déficit en matière de gestion du pays. «Il ne reste au pays que l'agriculture et l'investissement pour sauver l'économie du pays sinon ça sera la disette», lâchera-t-il précisant en outre que les dollars provenant du pétrole ont été gaspillés. Il n'a pas, en outre, manqué de mettre l'auditoire sur ses gardes : «Car nous nous apprêtons à traverser une période très dure. Et cela a commencé avec toutes ces augmentations annoncées.» N'y a-t-il pas une contradiction entre ses recommandations à ses adhérents à dialoguer avec les autorités et le bilan catastrophique qu'il impute à ces mêmes autorités ? «Moi, je

m'occupe de l'économie, c'est aux politiciens de faire le bilan politique», dira-t-il. A notre question sur cette affaire que d'aucuns assimilent à une attaque en règle contre le patron de Cevital, C'est Saïda Neghza vice-présidente de la CGEA qui a insisté pour répondre. «On a confié un monopole à monsieur Rebrab, maintenant on cherche à le lui enlever mais ils ont un problème avec les 15 000 travailleurs de Cevital. Qui va, en effet, faire travailler ces 15 000 personnes ?» Elle n'en dira pas plus.

A l'occasion, Yousfi rappellera qu'il a été le premier, en 1988, à créer un syndicat des patrons avant de fustiger les autres organisations qualifiées de coquilles vides.

Abachi L.

TLEMCCEN

Les propriétaires des locaux d'El Kiffane attendent toujours

Encore une histoire de bureaucratie qui pénalise lourdement d'honnêtes citoyens, dont le seul tort était de croire à la fiabilité d'une institution publique. Ils étaient loin de s'imaginer une telle arnaque, en effet, la dissolution de l'ex-BECT les a mis dans une situation on ne peut plus complexe.

Ayant acquis auprès de cet organisme des locaux commerciaux, au rez-de-chaussée du bloc A des 64 logements les Zianides, au boulevard Aïn Sbaâ en 1998, ils attendent à ce jour

leur titre de propriété et la remise des clefs par les services des Domaines.

A noter que ces acquéreurs ont déjà réglé les frais de notaire pour cette cession-vente de manière légale et que la liquidatrice désignée a exécuté partiellement les jugements exécutoires, rendus dans le cadre de ce contentieux.

Les intéressés sont des propriétaires à part entière au regard de la loi et disposent de documents justificatifs. Dans une correspondance adressée en avril 2014 au directeur régional de la Cnep, ils s'opposent à tout arrangement ou

autre procédure qui ne tiendrait pas compte de leur revendication.

Ces locaux devaient être livrés en mars 1999, or à ce jour aucune des autres parties du contentieux n'a pris d'initiatives pour résoudre ce problème qui n'a que trop duré. L'immeuble en question est dans un état d'abandon total, il est devenu par la force des choses une décharge sauvage en plein centre-ville d'El Kiffane.

Ce cas reste unique dans la wilaya de Tlemcen et soulève beaucoup d'interrogations.

M. Zenasni

SOLIDARITÉ

Aide aux
nécessiteux
à Médéa

Afin de prendre en charge les familles nécessiteuses et les personnes démunies en l'occurrence dans les zones enclavées et semi-enclavées de la wilaya, les élus locaux ont été chargés d'établir une sorte «d'atlas» à même de spécifier l'emplacement de ces personnes, leur nombre mais aussi leurs besoins. Les individus en souffrance psychologique et physique sont également concernés par ce recensement et bénéficieront ainsi des aides et dons de l'Etat selon les besoins de tout un chacun.

Cette tranche défavorisée de la société a fait remarquer le wali en s'adressant aux élus locaux lors de ses sorties dans les différentes localités de la wilaya — et notamment celles retirées d'entre-elles —, doit faire l'objet d'une attention particulière et d'une prise en charge permanente.

Compte tenu des conditions de vie contraignantes de ses populations, il est impératif selon le wali d'œuvrer de façon conséquente pour pallier toute marginalisation ou négligence à leur égard. Le premier responsable de la wilaya a également fait remarquer qu'une telle mesure permettra de convoquer directement les concernés ce qui va inéluctablement faciliter l'opération de distribution des aides et contrecarrer toute tentative de détournement ou d'abus.

M. L.